

POLITIQUE. La réforme des collectivités territoriales ferait des heureux et des malheureux à droite comme à gauche, ce qui génère des conflits potentiels. à moins que tout capote...

La réforme Balladur alimente les divisions

Autant que les élections régionales, la réforme des collectivités territoriales issue de la commission Balladur va constituer le grand débat politique des mois qui viennent. Son intérêt échappe sans doute à l'électeur de base, pas toujours au fait des subtilités administratives de notre pays. Les élus, en revanche, ont déjà bien compris l'enjeu, à défaut de connaître encore les conséquences. Il est vrai que l'échéance est encore lointaine : on élira toujours des conseillers généraux en 2011. Mais ce sera peut-être la dernière fois sous cette forme.

Preuve que le sujet agite le Landerneau politique : un séminaire aura lieu lundi au Conseil général, qui l'a mis à l'ordre du jour avec la préparation du budget. Une réunion du bureau de l'Association des maires de Gironde jeudi soir a également évoqué la question. Le 10 septembre à Cestas, le président du syndicat des communes périurbaines, Pierre Ducout, réunira les représentants des 66 entités concernées, toujours sur la réforme Balladur.

Les partis politiques, lors de leurs conférences de rentrée, commentent aussi cette perspective, tel le secrétaire fédéral du PS Ludovic Freygefond assurant jeudi : « On ne tombera pas dans le piège de la droite qui veut diviser élus ruraux et urbains ».

La métropole à gauche ?

à dire vrai, les socialistes n'auront peut-être pas besoin de l'UMP pour se chamailler. Le projet de constituer une grande métropole d'un million d'habitants, excédant les limites de la CUB, a déjà provoqué une initiative spectaculaire du maire de Créon Jean-Marie Darmian. Il a tenté d'organiser en août un référendum populaire dans sa commune sur cette question, avant d'y renoncer sous la pression du préfet. Mais il n'a guère reçu d'appui manifeste de la part des élus bordelais.

à cela une raison simple : l'intérêt politique de ceux-ci est justement que cette grande métropole existe, même s'ils ne le claironnent guère. Ils récupéreraient en effet une masse d'électeurs votant à gauche, à commencer par ceux de Créon, mais aussi à Cestas, Saint-Jean-d'Illac, Léognan, etc. Exit les embêtements de la cogestion avec la droite à la CUB.

Cette métropole pourrait dès lors constituer un bastion qui permettrait de compenser la perte d'influence éventuelle d'un Conseil général devenu « croupion » puisque formé d'un agglomérat de communes rurales et de petites villes comme Libourne, Langon ou La Teste.

Un front girondino-alsacien

Pour l'heure, Philippe Madrelle tient solidement les rênes de son administration, mais lui-même comme Gilles Savary, Alain David ou Jean Touzeau, ses vice-présidents, pourraient se retrouver noyés dans cette fameuse métropole.

D'aucuns pensent que l'initiative de Jean-Marie Darmian est aussi une façon de préserver l'avenir



Vincent Feltesse et Philippe Madrelle pourraient se retrouver à la tête d'entités aux intérêts contradictoires. (PHOTO eric despujols/ archives «sud ouest»)

socialiste au Conseil général d'un proche de l'actuel président. Sans doute est-ce faire bon marché de la détermination du premier magistrat créonnais à ne pas devenir un simple maire d'arrondissement. En tout cas, il semble prêt à prendre tous les risques politiques, quitte à se fâcher avec ses amis. Il vient de s'associer avec Raphaël Nisand, maire de Schiltigheim, dans la périphérie strasbourgeoise, pour animer une coordination nationale des communes périphériques opposées au projet de grande métropole.

Reste tout de même une vraie question : que va faire la droite girondine ? Jusqu'à présent, Alain Juppé ne s'est guère étendu sur ce projet de métropole, voulu par son propre camp, alors qu'il va a priori contre les intérêts politiques de l'UMP bordelaise.

Yves d'Amécourt, leader de la droite minoritaire au Conseil général, pourrait y trouver au contraire un avantage, même s'il doit combler encore un sacré retard (50 conseillers généraux de gauche sur 63). L'élection récente de trois sénateurs socialistes issus de la CUB contre trois UMP non urbains a clairement montré où la droite est forte en Gironde, du moins chez les élus.

Bref, la réforme des collectivités territoriales n'a pas fini de bouleverser les cartes politiques. Sauf si les élus locaux (de tous bords) ne parviennent à lui faire la peau...

Auteur : HERVÉ MATHURIN
h.mathurin@sudouest.com